

Reconversion de la BA 112

Aux armes, citoyens !

Forts mécontents de se sentir « méprisés » par les autorités dans le dossier de la BA 112, des citoyens montent au front.

« **L'**OBLIGATION de subir donne le droit de savoir ». L'association « Vacarmes » et son porte-parole, Éric Fimbel, ont fait leur la phrase de Jean Rostand. L'association a été créée en février dernier par des citoyens soucieux de préserver leur cadre de vie, mais surtout « pour intervenir avant que les décisions ne soient prises ». Aussi, l'association a-t-elle pris à bras-le-corps le dossier de reconversion de la BA 112... dont le traitement par les autorités politiques et administratives rend furieux les citoyens qui la composent.

Dès que l'union a commencé à évoquer la fermeture de la base militaire et sa reconversion, des habitants de trente communes (Reims, périurbain et rural) se sont groupés pour « demander de la transparence ».

À peine entérinée la constitution de « Vacarmes », ses responsables ont demandé audience à l'État, à l'association des élus pour l'avenir de la base et à la société d'études DTZ. Au mieux, l'association n'a reçu qu'une fin de non-recevoir (DTZ). Au pire, elle estime avoir été traitée avec « le mépris le plus total » (sous-préfecture ; élus).

Dans le même temps, l'association a été reçue par le conseil



Eric Fimbel, le porte-parole de « Vacarmes » :

« On ne roule pour personne, sinon la qualité de notre environnement ».

général, la mairie de Reims et par Catherine Vautrin (député).

Un bazar innommable

De ces entretiens, explique Éric Fimbel (ancien opposant au 3e aéroport), l'association retient que « ce dossier est un bazar innommable, dans lequel personne ne sait qui décide » ; « il y a unanimité sur l'inutilité du travail de DTZ, qui a fourni un travail mauvais, opaque dans sa méthodologie et sous influence pour faire de l'aéroportuaire, malgré les 150.000 € d'honorai-

res ». « Et qu'enfin, malgré les fiascos du passé, parce que ce serait de l'aviation, ce serait bon ».

Et pour enfoncer le clou : « On a été effaré de l'absence de relations entre ces gens-là ».

Face à ce constat, « Vacarmes » a décidé de « se faire entendre » par voie de presse ; d'être « plus combatif » faute d'avoir pu faire dans le « participatif ». Et de « placer les élus devant leurs responsabilités » à l'approche des régionales.

Car les 400 membres de l'association ne veulent plus n'être que des électeurs et des

contribuables. « Nous vivons sur place. Nous voulons donc donner notre point de vue, d'autant que le turn-over des politiques est plus rapide que celui des habitants » d'un bassin de vie.

Tout cela dit, l'association « bondit » quand elle apprend qu'en plus de l'association chargée de donner un avenir au site, les autorités s'orienteraient vers la création d'un « syndicat d'études »... « De qui se moquent-on ? » conclut M. Fimbel.

J.-F. SCHERPEREEL

Les personnes intéressées peuvent se renseigner sur : www.vacarmes-reims.fr